
Marché de Prestation de Service n°2026-02-M-S :
**Vérification et Maintenance des matériels de lutte contre l'incendie
des établissements des UGECAM CENTRE et AUVERGNE,
LIMOUSIN, POITOU-CHARENTES**

GROUPEMENT DE COMMANDES

Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie du Centre
18, Rue Théophile Chollet
45 000 ORLEANS

et

Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie d'Auvergne,
Limousin, Poitou-Charentes
8, route de Limoges
87 430 VERNEUIL SUR VIENNE



PROCEDURE ADAPTEE – articles R. 2123-1 à -7 du code de la commande publique du 1er avril 2019

Date et heure limite de remise des plis : 09/03/2026 à 15h00

Marché établi en application de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale et le code de la commande publique du 1er avril 2019.

ARTICLE 1 - PARTIES CONTRACTANTES

L'Organisme

Désigné ci-après par l'expression "l'organisme".

L'organisme : l'Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses de l'Assurance Maladie
Centre

18 rue Théophile Chollet

45000 ORLEANS

Représenté par Madame la Directrice de l'UGECAM CENTRE

et,

LE TITULAIRE DU MARCHE

Désigné par l'expression "le prestataire" d'autre part,

Si le contractant est unique : compléter la partie **A « Contractant unique »** (page 3)

S'il s'agit d'un groupement : compléter la partie **B « Groupement »** (page 4)

en autant d'exemplaires que de membres du groupement, complété en fonction des informations concernant chaque membre du groupement.

A - CONTRACTANT UNIQUE

<p>Je soussigné (1).....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p><input type="checkbox"/> ...agissant pour mon propre compte ;</p> <p><input type="checkbox"/> ...agissant pour le compte de la société :</p> <p>Nom.....</p> <p>Adresse</p> <p>.....</p> <p>Numéro d'identité d'entreprise (SIREN)</p> <p>Numéro d'identité d'établissement (SIRET).....</p> <p>Numéro d'activité économique principale (APE)</p> <p>Numéro et ville d'enregistrement au registre du commerce et des sociétés (RCS) ou numéro et ville d'enregistrement au répertoire des métiers</p> <p>.....</p> <p>Référence de l'inscription à un ordre professionnel.....</p> <p>.....</p>
<p>Références bancaires :</p> <p>- Compte ouvert au nom de</p> <p>- Sous le numéro Clé RIB</p> <p>- Banque</p> <p>- Code banque Code guichet</p>

- ☐ Je ne refuse pas de percevoir l'avance à laquelle je peux éventuellement prétendre.
- ☐ Je refuse de percevoir l'avance à laquelle je peux éventuellement prétendre.

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du présent marché,

- ☐ M'engage sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus,
- ☐ Nous engageons sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter la prestation dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée

- ☐ Ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de 90 jours.
- ☐ Ne nous lie toutefois que si son acceptation nous est notifiée dans un délai de 90 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée à l'article 18 du présent marché.

B – GROUPEMENT

<p>Je soussigné (1).....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p><input type="checkbox"/>...agissant pour mon propre compte ;</p> <p><input type="checkbox"/>...agissant pour le compte de la société :</p> <p>Nom</p> <p>Adresse</p> <p>.....</p> <p>Numéro d'identité d'entreprise (SIREN)</p> <p>Numéro d'identité d'établissement (SIRET).....</p> <p>Numéro d'activité économique principale (APE)</p> <p>Numéro et ville d'enregistrement au registre du commerce et des sociétés (RCS) ou numéro et ville d'enregistrement au répertoire des métiers</p> <p>.....</p> <p>Référence de l'inscription à un ordre professionnel</p> <p>.....</p>
<p>Et agissant en tant que :</p> <p><input type="checkbox"/> .. mandataire</p> <p><input type="checkbox"/> .. membre du groupement solidaire</p>
<p>Références bancaires :</p> <p>- Compte ouvert au nom de</p> <p>- Sous le numéro Clé RIB</p> <p>- Banque</p> <p>- Code banque Code guichet</p>

- ☐ Je ne refuse pas de percevoir l'avance à laquelle je peux éventuellement prétendre
- ☐ Je refuse de percevoir l'avance à laquelle je peux éventuellement prétendre

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du présent marché,

- ☐ M'engage sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus,
- ☐ Nous engageons sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter la prestation dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée,

- ☐ Ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de 90 jours
☐ Ne nous lie toutefois que si son acceptation nous est notifiée dans un délai de 90 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée à l'article 18 du présent marché

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHE DISPOSITIONS GENERALES

Le marché a pour objet la vérification et la maintenance des extincteurs et matériels de secours (RIA et poteaux) des 15 sites de l'UGECAM Centre ALPC.

Présentation de L'UGECAM CENTRE et ALPC

-L'UGECAM ALPC regroupe 7 établissements qui accueillent du public et 1 siège administratif sur les régions Auvergne, Limousin, Poitou Charentes situé sur le site du SMR/EHPAD de La Chênaie.

Etablissement	Adresse	Code postal + Ville	Date d'effet
SMR La Colline Ensoleillée Siret : 423 977 792 00039	7, avenue Benjamin Bord	86270 La Roche Posay	01/04/2026
SMR Maurice Delort Siret : 423 977 792 00070	Av Duchesse de Fontange	15800 Vic sur Cère	
SMR, HDJ et EHPAD La Chênaie Siret : 423 977 792 00062	8, route de Limoges	87430 Verneuil sur Vienne	
SMR Tza Nou Siret : 423 977 792 00088	230, rue de Vercingétorix	63150 La Bourboule	
HDJ Nutrition Obésité Siret : 423 977 792 00088	13, rue Molière	63000 Clermont-Ferrand	
SMR Les Terrasses Siret : 423 977 792 00047	22, rue du Vivier	79000 Niort	
EHPAD Les Versannes Siret : 423 977 792 00096	Le Bourg	63990 JOB	
Siège UGECAM ALPC 423 977 792 00104	8, route de Limoges	87430 Verneuil sur Vienne	

-L'UGECAM Centre regroupe 8 établissements sanitaires, médico-sociaux et un siège administratif.

Etablissement	Adresse	Code postal + Ville	Date d'effet
SMR de Beaurouvre Siret : 423 864 941 00087	Blandainville	28120 Illiers Combray	01/04/2026
HDJ Pôle Ambulatoire Siret : 423 864 941 00087	4, rue Claude Bernard	28630 Le Coudray	
SMR Le Clos St Victor Siret : 423 864 941 00160	3, rue de Chantepie	37304 Joué Les Tours	
SMR Le Coteau et EHPAD Les Ombrages Siret : 423 864 941 00210	3 bis, rue des Hauts	45380 La Chapelle St Mesmin	
DITEP Chantoiseau Siret : 423 864 941 00053	Route d'Issoudun	18400 St Florent sur Cher	
DAME Le Châtelier Siret : 423 864 941 00053	Route du Châtelier	18400 St Florent sur Cher	
Pôle La Chancellerie	70, av de la Libération	18000 Bourges	
MAS et SAMSAH Jean-louis Boncoeur 423 864 941 00186	10, rue du grand Poirier	36000 Châteauroux	

Selon les établissements les extincteurs sont de marques différentes, le titulaire s'engage à en assurer la maintenance quel que soit la marque ou le type.

Le récapitulatif indicatif du nombre et type d'appareils par établissement est présenté en annexe 3.

Si pendant l'exécution du marché l'UGECAM Centre – ALPC est amené à ouvrir d'autres établissements le soumissionnaire intégrera ce nouvel établissement et formulera sa proposition sur la base des prix fixés au présent marché.

ARTICLE 3 – ALLOTISSEMENT

Le présent marché n'est pas alloti.

ARTICLE 4 – FORME DU MARCHE

Il s'agit d'un marché de services.

ARTICLE 5 – DATE D'EFFET ET DUREE DU MARCHE

5.1 Date d'effet

Les dates d'effet sont précisées à l'article 2 du présent marché.

5.2 Durée

La durée du marché sera de 1 an, reconductible 3 fois. La durée totale du marché reconductions comprises est ainsi de 4 ans (nécessité de remise en concurrence périodique). Le marché est reconduit par tacite reconduction d'année en année sauf dénonciation par lettre recommandée par l'UGECAM Centre – ALPC au moins 3 mois avant expiration de la période en cours.

ARTICLE 6 – NATURE DE LA PRESTATION

6.1 Maintenance des extincteurs

L'Organisme confie au Prestataire, qui l'accepte :

La vérification annuelle de maintenance et de prévention du parc d'extincteurs et de robinets d'incendie armés de chaque site de l'UGECAM Centre et ALPC.

Cette intervention comprendra :

- La Maintenance préventive qui consiste à vérifier l'état physique extérieur et à procéder à un examen détaillé (démontage des éléments, pesée, test des mécanismes, etc.) en vue d'établir un constat de l'état de chaque appareil.
- La Maintenance correctrice qui consiste suite aux opérations de maintenance préventives décrites ci-dessus, à remettre chaque appareil en état de fonctionnement.

Requalification périodique décennale

Le titulaire détaillera dans son offre dans un paragraphe distinctif sa solution pour la requalification périodique décennale (changements de matériel ou démontage en atelier) et son coût unitaire par type d'appareils.

Particularité du site Le Clos Saint Victor :

Contrairement aux appareils des autres établissements, les appareils de ce site sont en location. Ils seront changés à l'identique de l'existant en place (1 CO2 pour 1 CO2... un 2kg pour un 2kg...).

La location entend la mise en place de tous les extincteurs sur le site (fixation et signalétique).

L'objet de ce marché porte sur des équipements essentiels au maintien de la sécurité en ERP.

Cette mise en place sera conjuguée avec le retrait des installations appartenant au fournisseur actuel.

Le titulaire se chargera de toutes les démarches nécessaires à garantir la continuité de fourniture en mettant en œuvre des solutions de continuités, l'établissement ne devra subir aucune rupture.

Cette mise en place devra être effective et opérationnelle (appareils fixés et identifiés) dès la date de début de marché.

ARTICLE 7- DISPOSITIONS GENERALES

7-1 – Conformité réglementaire

L'objectif des prestations requises par le demandeur est le maintien des équipements d'extinction en état de fonctionnement en conformité avec la réglementation en vigueur durant toute la durée du marché.

Les principaux textes applicables :

- Article MS 73 du code de la Construction et de l'Habitation
- Norme NF S 61-919 en vigueur : Maintenance des extincteurs d'incendie portatifs
- Norme NF S 61-922 en vigueur : Activités de service relatives à la maintenance des extincteurs portatifs mobiles et fixes
- Norme NF S62-201 concernant les RIA
- Norme NF EN 671-3 concernant la maintenance des RIA
- Règle APSAD R4 : Extincteurs portatifs et mobiles

Le titulaire assure à l'UGECAM Centre et ALPC que les équipements respectent les normes européennes en vigueur au jour de la notification du marché.

Le prestataire retenu informera l'UGECAM de toutes nouvelles réglementations et les appliquera sans coût supplémentaire.

7-2 Périodicités

Maintenance préventive..... 1an (+/-2mois)

La première visite de vérification sera effectuée en fonction de la date de la dernière visite que vous trouverez dans le tableau ci-dessous.

Nom de l'établissement	Date dernière visite	
UGECAM CENTRE		
SMR de Beaurouvre	18/04/2025	
HDJ Pôle Ambulatoire Coudray	06/06/2025	
SMR Le Clos St Victor	30/01/2025	Poteau : 22/01/2026
SMR Le Coteau - EHPAD Les Ombrages	31/01/2025	
DITEP Chantoiseau	01/10/2025	Poteaux : 21/01/2026
DAME Le Châtelier	01/10/2025	
Pôle de la Chancellerie	01/10/2025	

MAS Jean-Louis Boncoeur	26/06/2025	
UGECAM ALPC		
SMR La Colline Ensoleillée	19/02/2026	
SMR Maurice Delort	24/06/2025	Poteaux : 20/06/2025
SMR et EHPAD La Chenaie	05/06/2025	
HDJ La Chenaie	05/06/2025	
Siège Ugecam ALPC	05/06/2025	
SMR Tza Nou	27/08/2025	
HDJ Nutrition Obésité	28/08/2025	
SMR Les Terrasses	12/06/2025	Poteau : non pris en compte ces dernières années
EHPAD Les Versannes	25/04/2025	

La maintenance sera effectuée pendant les heures ouvrées du lundi au vendredi de 8h00 à 17h00.

7-3 Modalités d'exécution des prestations

Remarque

La prestation s'effectuera dans des établissements de santé en activité. Le titulaire se devra de respecter les règles d'hygiène, de sécurité et de sûreté en vigueur dans l'établissement.

Connaissance des lieux

La visite est facultative.

Si le candidat souhaite faire une visite :

A cette occasion, le candidat précisera ou corrigera le cas échéant la liste des installations.

Les coordonnées des personnes à contacter dans chaque établissement sont fournies en annexe 4.

Obligations du titulaire :

Qualification

Les contrôles seront effectués par du personnel habilité à la prestation.

Le soumissionnaire fournira dans son offre l'accréditation et les références du personnel habilité à chaque établissement.

Planification

Il devra définir la date de son intervention en accord avec le Directeur de l'établissement ou son représentant.

Compte rendu

A chaque visite de contrôle le représentant du titulaire devra parapher le registre de sécurité.

Il devra remettre un rapport d'intervention format papier et informatique à chaque intervention et ce pour chaque site.

Ce rapport devra préciser par appareil:

- Le numéro de l'appareil, l'emplacement, la marque, le type, la gamme, la date de mise en service.
- La date de visite avec heure d'arrivée et heure de départ.
- Le nom et la qualité de l'intervenant.
- Les contrôles et travaux effectués
- Les anomalies détectées
- Les travaux éventuellement préconisés

Le rapport sera adressé à chaque établissement et au plus tard 30 jours après l'intervention. Des pénalités seront appliquées en cas de non fourniture de ces rapports ou en cas de retard.

7-4 Prestations supplémentaires

Pendant la durée de ce marché l'Acheteur pourra demander au titulaire des prestations supplémentaires.

Ces interventions devront être précédées d'un accord du Directeur de chaque établissement et feront l'objet de commandes individuelles établies à partir de devis détaillé fournis par le titulaire.

7-5 Achat d'extincteurs et RIA

Le candidat répondant au lot numéro 1 proposera :

- Un prix unitaire, livraison installation et affichage compris par type d'appareil pour les extincteurs portatifs, tous types (CO2, ABC..), et les RIA, grâce à l'annexe 1.
- Pendant l'exécution du marché, les devis feront strictement référence au prix figurant au bordereau de prix unitaires (BPU lot 1 – Annexe 2) annexé à l'acte d'engagement.

ARTICLE 8 – CONFIDENTIALITE

8.1 Clause de confidentialité

1- Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « Règlement Général sur la Protection des Données » ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

2- Chacune des Parties s'engage notamment à :

- Prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
- Ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- Ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- Ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

3- Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- La divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
- Les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- Les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

4- Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

8.2 Clause de protection des données et respect du RGPD

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement général européen sur la protection des données »).

Pour l'exécution du service, objet du présent contrat, le titulaire s'engage à :

1. Traiter les données uniquement pour les finalités de la prestation qui font l'objet du contrat
2. Traiter les données conformément aux instructions documentées des UGECAM Centre et ALPC figurant en annexe du présent contrat. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'UGECAM. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'UGECAM de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public
3. Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat
4. Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
5. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut
6. Demander l'autorisation à l'UGECAM pour faire appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques. Il doit informer préalablement et par écrit l'UGECAM de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants.

Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. L'UGECAM dispose d'un délai minimum de 15 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'UGECAM n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

7. Droits d'informations des personnes concernées

Le titulaire, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec l'UGECAM avant la collecte de données.

8. Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider l'UGECAM à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'UGECAM et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet des prestations prévues par le présent contrat.

9. Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'UGECAM toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : (mssi.ug-centre@ugecam.assurance-maladie.fr ; dpo@ugecam.assurance-maladie.fr).

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'UGECAM, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Après accord l'UGECAM, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL), au nom et pour le compte de l'UGECAM, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel;
- La description des mesures prises ou que l'UGECAM propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'UGECAM, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'UGECAM, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel;
- La description des mesures prises ou que l'UGECAM propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

10. Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'UGECAM de ses obligations

Le titulaire aide l'UGECAM pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

11. Mesures de sécurité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, y compris, entre autres :

- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité prévues

12. Désignation d'un DPO

Le titulaire s'engage à communiquer à l'UGECAM le nom et les coordonnées du délégué à la

protection des données, s'il en a désigné conformément à l'article 37 du règlement européen.

13. Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement de l'UGECAM contractant pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données de l'UGECAM
- Les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement

14. Documentation

Le titulaire met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

15. Sort des données

Au terme du contrat, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'UGECAM.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

ARTICLE 9 - PRIX ET REVISION DU MARCHE

Le prix de la maintenance est forfaitaire. Il devra comprendre la main d'œuvre et le déplacement par appareil (Annexe 1).

Il comprend les prix des interventions préventives, correctives, incluant la main d'œuvre, le déplacement, la valeur des pièces ou éléments (goupilles, écrous, joints caoutchouc, joints toriques, flexibles, étiquettes de vérification, étiquettes de maintenance, scellés, ..), recharges, outillages nécessaires à l'entretien.

Seuls ne sont pas compris l'achat et le remplacement des matériels.

9-1 Variation de prix

Pour le lot 1 les prix seront fermes la première année du marché. Ils seront ensuite révisés à la date anniversaire annuelle de la notification du marché selon la formule ci-dessous.

Les prix sont révisibles au moyen de la formule paramétrique suivante :

$$P = P_0 \left(0.300 + 0.350 \frac{ICHT_{rev-TS}}{ICHT_{rev-TS_0}} + 0.350 \frac{IPC}{IPC_0} \right)$$

dans laquelle :

P représente le prix hors taxes après la révision
P_O représente le prix hors taxes à la date de remise des offres

ICHT rev-TS : Indices Salaires, revenus et charges sociales-Coût du travail-Indices du coût horaire révisé-Tous salariés-Indices mensuels-Activités spécialisées, scientifiques et techniques publié sur le site de l'INSEE (identifiant 001565195) connu au moment de la révision.

IPC : Indice des prix à la consommation –IPC-Ensemble des ménages-France (Métropole + DOM)-par fonction de consommation- Carburants et lubrifiants (identifiant 1764104) publié sur le site de l'INSEE connu au moment de la révision.

IPC₀ : Indice des prix à la consommation- IPC-Ensemble des ménages-France (Métropole + DOM)-par fonction de consommation- Carburants et lubrifiants- indice de base 2021.

Le titulaire devra faire parvenir au SIEGE de l'UGECAM Centre et ALPC sa demande de révision de prix au moins trois (3) mois avant chaque date anniversaire par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à :

UGECAM Centre
Service Patrimoine et Marchés
18 Rue Théophile Chollet
45000 ORLEANS

Cette demande sera accompagnée de la décomposition du ou des prix modifiés.

En cas de non-respect du délai de (3) mois et même sans manifestation de l'UGECAM Centre ALPC au cours de la même période le prix précédemment pratiqué sera reconduit pour les douze mois suivants.

La hausse des prix résultant de la révision ne peut être supérieure à 3% sur 12 mois. L'UGECAM Centre – ALPC se réserve la possibilité de limiter l'augmentation à 3%.

9.2 – Pénalités

Le titulaire s'engage pendant la durée du contrat à assurer régulièrement la continuité de la prestation.

- Pour tout appareil non vérifié lors d'une visite annuelle une pénalité de **50 euros HT** par appareil sera appliquée.
- En cas de retard sur la fourniture du rapport d'intervention une pénalité de **100 euros HT** par semaine de retard sera appliquée.
- Tout report du fait de l'entreprise d'une opération programmée une pénalité de **150 euros HT** sera appliquée.

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour ou le délai contractuel des prestations est expiré.
Elles seront réglées par retenue sur la demande de paiement.

Particularité du CLOS SAINT VICTOR

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour que les appareils soient en place et en état de fonctionnement à la date de début du marché. En cas de non-respect, il sera redevable d'une pénalité équivalente à **25% HT du montant annuel de la prestation.**

ARTICLE 10 – PAIEMENTS

10.1 – Etablissement de la facture

Il sera établi une facture annuelle en double exemplaire.

Pour la partie à prix unitaires : à chaque bon de commande émis correspondra une facture établie par le titulaire en double exemplaire.

Ces factures porteront pour chacune les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse de l'établissement concerné
- Le nom et adresse du titulaire
- Le numéro du bon de commande
- Le numéro de contrat
- La date d'émission de la facture
- Le numéro SIRET
- Le numéro de son compte bancaire
- La prestation assurée
- Le prix des prestations et frais annexes fournis à titre onéreux
- Le taux et le montant des taxes
- Le prix total HT et TTC

10.2 – Paiement

Le paiement des factures sera effectué par virement et conformément à l'article L2192-13 du Code de la Commande Publique du 1er avril 2019, à savoir dans un délai de 30 jours suivant la réception de la facture. Le prestataire fournira un RIB à cet effet.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le sous-traitant, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

Les intérêts moratoires seront calculés sur la base du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la BCE majoré de 8 points et d'une indemnité forfaitaire de recouvrement (40 € en 2024).

Les pénalités ou réfections dont le titulaire serait redevable seront déduites du montant de ces

factures.

10.3 – Transmission des factures

Les facturations sont adressées chaque mois directement aux établissements concernés mentionnés à l'article 2.

En revanche, tous les courriers concernant la partie contractuelle du marché doivent être adressés au Service Marchés de l'UGECAM à l'adresse suivante :

UGECAM Centre – Service Marchés – 18, rue Théophile Chollet – 45000 ORLEANS.

En application des dispositions de l'article L. 2192-3 et L. 2392-3 du code de la commande publique, le TITULAIRE DU MARCHE est invité, si possible, à privilégier la transmission des factures sous forme électronique.

Nota : le dispositif décrit ci-après peut s'appliquer également à ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct.

Pour ce faire, le TITULAIRE DU MARCHE doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », dans les conditions définies au présent article.

L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le TITULAIRE DU MARCHE est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ne sera pas acceptée.

Par suite, en cas de réception d'une facture électronique non adressée via Chorus Pro, l'UGECAM informera le TITULAIRE DU MARCHE du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer. En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-dessus ou comportant des informations erronées, l'UGECAM informera le TITULAIRE DU MARCHE du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à réadresser via le portail une facture dûment rectifiée.

Ainsi, le TITULAIRE DU MARCHE devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'ETABLISSEMENT en tant que destinataire de la facture :

Etablissements :	Numéro de SIRET :
Le Clos Saint Victor	423 864 941 00160
Le Coteau	423 864 941 00210
Les Ombrages	423 864 941 00228

ITEP IME du Cher	423 864 941 00053
Pôle Jean-Louis Boncoeur	423 864 941 00186
Beaurouvre / HDJ Le Coudray	423 864 941 00087
Tza Nou	423 977 792 00088
La Colline Ensoleillée	423 977 792 00039
Les Terrasses	423 977 792 00047
La Chênaie	423 977 792 00062
Maurice Delort	423 977 792 00070
Les Versannes	423 977 792 00096
Siège UGECAM ALPC	423 977 792 00104

- Le code service qui permettra de distinguer les services d'une même structure : SERVICE FACTURIER.
- Le numéro d'engagement qui correspond au NUMERO DE COMMANDE.

Il conviendra de mentionner le numéro du marché tel qu'il figure sur l'acte d'engagement du présent marché ou, à défaut, toute référence permettant d'identifier votre prestation.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le TITULAIRE DU MARCHE pourra consulter:

- Le site Communauté Chorus Pro à l'adresse :
- <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- [mailto:](#) L'aide en ligne du portail Chorus Pro.

Dans le cas où, l'usage de la facture électronique ne serait pas possible, le TITULAIRE DU MARCHE devra transmettre les factures au format papier. Pour ce faire, celles-ci devront être adressées par courrier dans le respect des exigences suivantes.

Les factures doivent alors être établies en un original et deux duplicatas et envoyées aux différentes adresses mentionnées à l'article 2 du présent marché.

ARTICLE 11 – SOUS-TRAITANCE

Le Prestataire ne peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de sa prestation que sous réserve de l'acceptation du (ou des) sous-traitant(s) par l'Organisme et de l'agrément des conditions de paiements au sens de la loi du 31 décembre 1975 modifiée. L'Organisme paie directement le(s) sous-traitant(s) lorsque la somme des prestations est égale ou supérieure à 600 € HT. Afin de s'assurer de cette acceptation et de permettre le paiement direct du (ou des) sous-traitant(s) ainsi agréé(s), le prestataire remet à la personne publique une déclaration précisant la nature et le montant de la prestation, l'identité sociale et bancaire du sous-traitant, les termes du contrat de sous-traitance ainsi que les attestations relatives à la situation sociale et fiscale du sous-traitant et la non - interdiction de concourir.

Pour autant, le prestataire demeure le seul interlocuteur de l'Organisme. Il est personnellement

responsable de la bonne exécution de la prestation. L'obligation de discrétion professionnelle et de confidentialité s'applique dans les mêmes termes et avec les mêmes conséquences au(x) sous-traitant(s).

ARTICLE 12 – CLAUSES DIVERSES

12.1 – Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

12.2 – Assurances

Dans un délai de 10 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le Prestataire ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché doivent justifier qu'ils sont titulaires d'une assurance en cours de validité au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie. Elle devra couvrir les responsabilités vis à vis des tiers (responsabilité civile professionnelle, responsabilité civile décennale) dans le cadre de l'activité que le titulaire déploie en application du présent marché, et ce en vertu des articles 1381 à 1386 du Code civil.

Le titulaire s'engage à payer régulièrement les primes correspondantes et à justifier de la régularité de sa situation à toute demande de l'organisme par la présentation des polices ou quittances correspondantes.

En tout état de cause, la franchise imposée par la compagnie d'assurance sera à la charge du Titulaire.

La non production des attestations d'assurances est un obstacle à la conclusion du marché.

12.3 - Groupement

Il est rappelé aux concurrents que la forme de groupement solidaire sera imposée par l'Organisme après attribution aux candidats retenus qui se seront présentés groupés de façon conjointe.

La composition du groupement ne pourra en aucun cas être modifiée entre la remise des candidatures et la remise des offres.

12.4 - Retenue de garantie

Sans objet.

12.5 - Obligation d'information

Le titulaire s'engage à informer sans délai l'UGECAM Centre – ALPC de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations de nature à retarder ou compromettre le

fonctionnement ultérieur du marché.

Le titulaire s'engage notamment à informer immédiatement de toute procédure qui entraînerait :

- une modification dans la structure et la charge de travail de l'équipe intervenante,
- un changement des intervenants proposés,
- une modification dans les méthodes de travail,
- une prise de contrôle par une autre société ou une fusion entre plusieurs structures,
- une modification dans la structure juridique du titulaire, la répartition de son capital,
- une déclaration de cessation de paiement ayant comme conséquence un redressement ou une liquidation judiciaire.

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit, au pouvoir adjudicateur tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire. Il produira à cet effet, un nouveau relevé d'identité bancaire. S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement présentant une anomalie par comparaison aux indications lors de la remise de l'offre, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont le pouvoir adjudicateur n'aurait pas eu connaissance.

ARTICLE 13 – RENONCIATION

Lorsqu'il signe le marché, le Prestataire renonce à l'application de ses conditions de vente, quel que soit le support sur lequel elles figurent, pour se soumettre pleinement, uniquement et sans amendement ni réserve aux conditions d'achat de l'organisme.

ARTICLE 14 – REGLEMENT DES LITIGES

14.1 – Règlement à l'amiable

Les parties peuvent recourir à la transaction telle que définie à l'article 2044 du code civil pour prévenir toute contestation à naître ou de déterminer toute contestation née de la mauvaise exécution ou de l'inexécution de la prestation. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tout recours ultérieur pour le même objet.

14.2 – Mise en demeure

L'Organisme met en demeure le TITULAIRE DU MARCHE lorsqu'il constate que celui-ci n'effectue pas la prestation commandée dans les conditions du marché. La mise en demeure s'effectue par envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception assorti d'un délai de réalisation de la prestation de 15 jours calendaires. Si la mise en demeure est infructueuse à l'issue de ce délai, l'Organisme peut résilier le marché sans dommage ou intérêt.

14.3 – Règlement juridictionnel

Pour tout différend ou litige qui ne pourrait être réglé à l'amiable ou par voie d'arbitrage, le tribunal compétent est le T.G.I. dans le ressort duquel se trouve l'UGECAM CENTRE, étant entendu que le droit français est seul applicable et les tribunaux français seuls compétents. Le tribunal compétent dans le ressort duquel se trouve l'UGECAM CENTRE est le TGI de Paris.

ARTICLE 15 – REMISE DU DOSSIER

Pour toute information complémentaire vous pouvez contacter :

Madame Séréna Coursault :

02.38.83.33.41 ou Mail : serena.coursault@ugecam.assurance-maladie.fr

Madame Elsa Abid :

02.38.83.33.42 ou Mail : elsa.abid@ugecam.assurance-maladie.fr

15.1 – Transmission sur support papier

La transmission des plis sur support papier n'est pas autorisée.

Toute offre qui ne sera pas reçue sous format dématérialisé, sera immédiatement déclarée irrégulière.

15.2 – Transmission électronique

En application de l'article R2132-7 du code de la commande publique, les réponses des candidats seront transmises exclusivement par voie électronique.

Les candidats doivent donc remettre leur offre par voie électronique à l'adresse :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

15.2.1 Pré requis :

L'inscription sur la plate-forme de dématérialisation est gratuite et nécessaire pour répondre par voie électronique aux consultations.

Pour accéder aux différents services de la plateforme de dématérialisation, les candidats doivent s'assurer de posséder les éléments nécessaires au bon fonctionnement.

NB : l'attention des candidats est attirée sur la mise à disposition d'une application sur la plateforme de dématérialisation permettant de tester le bon fonctionnement de leur environnement.

Afin de pouvoir lire les documents mis en ligne par le pouvoir adjudicateur, les entreprises devront disposer des logiciels permettant de lire aux formats Acrobat (PDF), Word, Excel.

Les candidats doivent transmettre leur offre par voie « électronique » dans les conditions suivantes :

- Les candidats téléchargeront les documents de la consultation et les documents additionnels dans leur intégralité via le site :

Les entreprises devront impérativement disposer d'un compte sur la plateforme de dématérialisation : <https://www.marches-publics.gouv.fr> (le téléchargement des documents peut être anonyme mais pas la réponse mais nous vous conseillons de vous identifier afin d'avoir accès à tous les éléments du marché).

Modalités de dépôt d'une réponse électronique :

Les candidats trouveront dans les pièces marché, le « guide utilisateur » qui précise les conditions d'utilisations de la plateforme des achats, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques.

Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de la plateforme :

- ❖ Manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plateforme ;
Assistance téléphonique ;
- ❖ Module d'autoformation à destination des candidats ;
- ❖ Foire aux questions ;
- ❖ Outils informatiques.

Les candidats devront préalablement veiller à ce que le fichier constitutif du pli comportant leur candidature et leur offre ne contienne pas de virus (contrôle anti-virus à jour).

Les réponses électroniques dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté ne feront pas l'objet de tentative de restauration. Elles seront réputées n'avoir jamais été reçues et le candidat en sera informé.

Il est recommandé de recourir aux extensions de fichiers suivantes pour l'envoi des pièces de candidature et d'offre de la présente consultation : .doc, .rtf, .zip, .htm, .xls, .pdf, .jpeg, .gif, .dwg, .dgn. Les candidats qui recourraient à un format autre que ceux listés ci-dessus devront, sous peine d'irrecevabilité, mettre à disposition les moyens de lire les documents en question. Les documents transmis au format Excel ne sont pas acceptés.

15.2.2 Signature électronique :

La signature électronique des documents **n'est pas exigée dans le cadre de ce MAPA**. Dans ce cas, ce présent marché complété de l'entreprise attributaire sera re-matérialisé et signé.

Si le candidat décide de signer les documents de façon dématérialisée, il pourra utiliser le dispositif de création de signature de leur choix.

Les candidats doivent se mettre en relation avec une autorité de certification afin d'obtenir leur certificat de signature.

Compte tenu de l'entrée en vigueur au 1^{er} octobre 2018 de l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique, il est précisé que les seuls formats de signature acceptés sont **XAdES, CAdES ou PAdES**.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'ils doivent impérativement utiliser un certificat de signature électronique conforme au Révérenciel Général de Sécurité (RGS) ou à des conditions de sécurité équivalentes et de se conformer aux prérequis techniques indiqués sur la page d'accueil de la plateforme, afin de déposer leur pli dématérialisé sur le portail. Le certificat de signature utilisé selon le standard RGS reste valable jusqu'à son expiration.

Conformément à l'article 2-II de l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, le certificat de signature électronique qualifié doit entrer en vigueur dans l'une des deux catégories suivantes :

- Certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement européen ;
- Certificat délivré par une autorité de certification française ou étrangère répondant aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement européen.

AVERTISSEMENT

L'attention du candidat est attirée sur la durée d'acheminement des plis électroniques volumineux : c'est la date et l'heure de fin d'acheminement qui font foi lors de la remise d'une réponse dématérialisée.

Les candidats sont donc invités à intégrer des marges de manœuvre dans leur processus de réponse, pour tenir compte de ces délais d'acheminement.

15.2.3 Copie de sauvegarde

Pour pallier aux éventuelles défaillances de transmission ou la présence d'un programme informatique malveillant dans la candidature et/ou dans l'offre transmise par voie électronique, les candidats sont autorisés à effectuer à la fois une transmission sur support physique électronique (CD ou DVD-rom ou clé USB) ou sur support papier.

La copie de sauvegarde doit être envoyée sous pli scellé avec la mention « copie de sauvegarde » dans les délais impartis pour la remise des offres.

Cette copie est transmise sous pli par voie postale à l'adresse suivante :

UGECAM CENTRE ALPC

Service Patrimoine et Marchés

18, rue Théophile Chollet

45000 ORLEANS

Marché n°2024-39-M-S : Marché de prestations de service pour les analyses biochimiques et microbiologiques des établissements de l'UGECAM CENTRE et de l'UGECAM ALPC

Il est précisé aux candidats que cette copie de sauvegarde, si elle est transmise dans les conditions précitées, n'est ouverte en lieu et place des plis contenant la candidature et l'offre transmis par voie électronique, que lorsque ces derniers ne peuvent être ouverts ou contiennent un programme informatique malveillant. Elle devra être transmise et sera prise en considération si elle arrive dans le délai prescrit pour le dépôt des plis.

Le pli contenant la copie de sauvegarde, que le pouvoir adjudicateur n'aura pas besoin d'ouvrir, sera détruit.

Le candidat peut également remettre une copie de sauvegarde par voie électronique (support dématérialisé), au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences de l'annexe 8 du code de la commande publique « relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique » (*arrêté n°ECOM2308848A du 14 avril 2023 modifie les articles 2-I et 4 de l'annexe 6 du code de la commande publique*).

Les offres devront parvenir au siège de l'UGECAM du Centre avant le :

09 mars 2026 – 15h00

Les plis qui seraient transmis après la date et l'heure limites fixées au présent règlement de la consultation seront inscrits au registre de dépôt mais ne seront pas pris en compte et donc éliminé.

Les copies de sauvegarde qui parviendraient hors délai, seront détruites sans avoir été examinées.

Les plis déposés sur la plate-forme doivent être reçus en totalité avant la date et l'heure limite mentionnée ci-dessus.

Il appartient à chaque candidat de tenir compte de la durée du téléchargement qui est fonction du débit d'accès internet dont il dispose et de la taille des documents qu'il transmet.

Il est précisé aux candidats que cette copie de sauvegarde, si elle est transmise dans les conditions précitées, n'est ouverte en lieu et place des plis contenant la candidature et l'offre transmis par voie électronique, que lorsque ces derniers ne peuvent être ouverts ou contiennent un programme informatique malveillant.

Le pli contenant la copie de sauvegarde, que le pouvoir adjudicateur n'aura pas besoin d'ouvrir, sera détruit.

15.3 – Documents relatifs à la candidature

15.3.1 – Candidature sous la forme d'un « DUME » (candidature simplifiée)

Le document unique de Marché Européen (DUME) est un formulaire par lequel l'entreprise candidate à un marché public déclare ses capacités et son aptitude à participer à un marché public.

Il s'agit d'une déclaration sur l'honneur des opérateurs économiques servant de preuve à priori en lieu et place des certificats délivrés par des autorités publiques ou des tiers.

En produisant un DUME complété, les opérateurs économiques n'ont plus à fournir les justificatifs ni les différents formulaires (DC1, DC2, ...) utilisés précédemment dans le cadre des procédures de passation de marchés publics.

Depuis le 1er octobre 2018, le DUME n'est disponible qu'au format électronique (e-DUME).

La commission Européenne met gratuitement à disposition des candidats un site web leur permettant de remplir le document DUME en ligne. Le DUME peut être exporté, stocké et envoyé par voie électronique. Tant que les informations demeurent correctes, le DUME présenté dans le cadre d'une précédente procédure de passation de marché public peut être réutilisé.

Le formulaire doit être complété et rédigé en langue française et renvoyé et transmis avec la remise des offres techniques et financières par voie électronique.

Le DUME est pré-rempli sur la base d'un numéro de SIRET.

Ces pièces en originales ne sont à fournir qu'au stade de l'attribution, donc seul le candidat retenu devra fournir les certificats demandés comme preuves par les acheteurs publics.

Néanmoins, à tout moment de la procédure, l'acheteur a toujours le droit de demander également aux autres candidats de soumettre des preuves afin de garantir le bon déroulement de la procédure.

Un candidat peut être exclu de la procédure de passation de marché ou faire l'objet de poursuites s'il est rendu coupable de fausses déclarations en remplissant le DUME, ou s'il a caché ses informations ou n'a pas présenté les justificatifs les complétant.

Le dossier de candidature devra comporter également les éléments suivants :

- Documents attestant des pouvoirs des personnes habilitées à engager le candidat.

15.3.2 – Dépôt d'une candidature classique (hors dispositif DUME)

Dans le cas où le candidat souhaiterait déposer sa candidature de manière classique (sans passer par la procédure de simplification des candidatures) ou il ne dispose pas de numéro de SIRET (ex : candidat de nationalité étrangère), le dossier de candidature devra comporter les documents suivants :

- L'imprimé DC1 (lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses cotraitants), disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- L'imprimé DC2 (Déclaration du candidat individuel ou membre du groupement), disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- Documents attestant des pouvoirs des personnes habilitées à engager le candidat.
- Les attestations fiscales et sociales, datant de moins de six mois.
- Les attestations d'assurance en vigueur.
- Si le candidat est en redressement judiciaire, il doit produire la copie du ou des jugements prononcés à cet effet, accompagnée d'une traduction française certifiée si le candidat n'est pas établi en France.
- Agrément COFRAC (demandée pour l'analyse des eaux).

15.4– Pièces relatives à l'offre

- Le présent marché complété et signé,
- Le BPU (annexe 1), tamponné, daté et signé à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du contrat.
- Le mémoire technique : justificatif des dispositions que chaque candidat se propose d'adopter pour l'exécution des prestations. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise ainsi que les fiches techniques correspondant aux produits, matériels, consommables et prestations proposés par le candidat. Moyens humains et matériels (nombre de techniciens, procédures d'intervention, certifications, ...)
- L'annexe 5 complétée.
- Tout élément pouvant apporter des précisions supplémentaires à l'offre.

Un candidat voulant soumissionner aux deux lots devra fournir un acte d'engagement et un BPU pour chaque lot.

ARTICLE 16 – JUGEMENT DES OFFRES

Le choix du candidat sera effectué en tenant compte du contenu des offres remises par les

candidats avant la date limite fixée.

Conformément à l'article L2152-1 du code de la commande publique du 1^{er} avril 2019, l'acheteur a le choix de demander au candidat de régulariser son offre, lorsqu'une offre est irrégulière, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les offres inappropriées, inacceptables par rapport aux stipulations du présent marché seront éliminées.

Il sera ensuite procédé à la détermination de l'offre économiquement la plus avantageuse, en tenant compte des critères suivants :

- Prix : 60 %
- Valeur technique : 30% appréciée en fonction du mémoire technique (méthodologie, délais, moyens humains et matériels ...)
- Valeur environnementale : 10% apprécié en fonction de l'annexe 5 « Qualité environnementale »

ARTICLE 17 – ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Conformément à l'article R2144-2 du code de la commande publique du 1^{er} avril 2019, l'entreprise si elle est retenue ne se verra attribuer le marché que si elle fournit :

- les certificats sociaux et fiscaux sous 10 jours calendaires après demande de l'UGECAM du Centre. Elle pourra fournir les attestations fiscales et sociales ;
- une attestation d'assurance responsabilité civile en cours de validité ;
- les pièces mentionnées aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail, datées de moins de 6 mois. Ces pièces seront à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

ARTICLE 18 – REMATERIALISATION DU MARCHÉ

L'attribution du marché à un candidat ayant présenté une offre par voie dématérialisée ou sur support électronique entraînera obligatoirement la re-matérialisation de l'ensemble des pièces du marché et leur signature.

Fait en un original,

à, le

Mention manuscrite "lu et approuvé"

Signature du Prestataire

Est accepté pour valoir acte d'engagement,

à, le

La Directrice de l'UGECAM Centre et ALPC